

# LE CARREFOUR DES IDEES

|  |  |                               |
|--|--|-------------------------------|
| Siège : Bujumbura  |  | N° 32                         |
| Bimensuel d'informations et d'opinions, publié par AECl                                  |  | 2 <sup>ème</sup> ANNEE 1993   |
| ABONNEMENT :<br>Annuel : 2.500 FR.<br>Semestriel : 1.250 FR.<br>Prix au numéro : 150 FR. |  |                               |
| B.P. 2842<br>Compte n° 400/50/10547/1/68<br>Meridian Bank                                |  | Tél. : 5793 ou 3067 Bujumbura |

## SPECIAL EVENEMENTS DU 20 OCTOBRE 1993

### Autopsie d'une crise

LES CAUSES STRUCTURELLES DE LA CRISE POLITIQUE ACTUELLE  
AU BURUNDI.

## Editorial Nous avions prévu

## cette crise

Ce qui arrive à notre pays est l'oeuvre funeste du FRODEBU-PALIPHEUTU que LE CARREFOUR n'a jamais cessé de dénoncer en demandant à trois reprises sa dissolution, dans plusieurs de ses éditions et au cours des conférences de presse organisées par les autorités de l'époque.

Dans notre édition n°13, nous disions que si le peuple burundais trouve que s'est au sein du FRODEBU qu'il y a des Bashingantane dignes de nous diriger il n'a qu'à les élire, mais

que comme le dit un proverbe français un peuple a droit aux dirigeants qu'il mérite que nous serions alors un peuple de crétiens. Comment expliquer sinon que c'est du créditisme cette foule de

Suite à la page 2

par Athanase BOYI

En exerçant sur cet article que je propose aux lecteurs, trois phrases me viennent spontanément à l'esprit.

Elles furent toutes prononcées récemment, la première par Monsieur Herman Cohen, ancien Secrétaire d'Etat-Adjoint Américain aux affaires africaines et les autres par Monsieur Melchior NDADAYE Président défunct.

Lors d'une Conférence de presse tenue au Centre Culturel Américain en juillet dernier, Mr Cohen rappelait que le plus grand ennemi de la démocratie en Afrique n'est pas l'armée mais la peur.

Au cours de la Campagne électorale précédant les élections présidentielles, Melchior NDADAYE (devant les militants de son parti à Cibitoke) comparait la force du Frodebu à un déluge à une violente bourrasque: "Erega Frodebu umenga ni isegenyà". Deux jours plus tard à Rutana, il renchérissait

en déclarant que tout opposant au Frodebu serait emporté par son torrent impétueux: "Uzokwitega isegenyà izomuhitana".

Boutade? Propos de Campagne électorale? simple métaphore? J'ignore le sens et la portée que le leader du Frodebu accordait à ces paroles.

Mais il est des plaisanteries qui font mal et qui ont le même effet qu'un coup de poignard.

On ne badine pas avec la survie physique d'une communauté humaine (fut-elle minoritaire) et la référence à un déluge qui détruit tout opposant au Frodebu s'est inscrit dans l'imaginaire collectif de ses adversaires politiques comme une véritable épée de Damoclès.

La crise politique ouverte par le coup de force du 20 octobre 1993 contre le Pouvoir en place est d'une extrême gravité.

Dans les lignes qui suivent je me propose d'en identifier les causes,

d'indiquer les responsabilités respectives des différents acteurs politiques dans sa genèse et dans son échéance, de fustiger le comportement de bon nombre d'intervenants dans les derniers massacres ethniques et de proposer des solutions à cette crise.

Il convient de préciser qu'au-delà de sa gravité, le 'drame' du 20 octobre 1993 n'est qu'un épisode d'un phénomène déjà ancien puisant sa source et sa pérennité dans l'histoire du Burundi de ces 28 dernières années, la manifestation la plus tragique d'une crise globale de notre société.

#### 1. CAUSE FONDAMENTALE.

Quelle est donc la nature de cette crise, quels en sont les tenants et les aboutissants?

Depuis 1965, le peuple Burundais, à travers les épreuves, les tragé-

Suite à la page 2

# Autopsie d'une crise

dies et les drames collectifs est à la recherche d'un nouveau principe de légitimité apte à relayer la légitimité monarchique devenue anachronique et inopérante.

En effet après l'effondrement de la domination politique des Baganwa, consécutif à l'accession du Burundi à l'indépendance les 2 ethnies les plus importantes du pays étaient appelées à définir des modalités de leur cohabitation dans l'espace politique capables d'assurer l'équilibre et la paix sociale. Il s'agissait donc d'élaborer une formule de partage du pouvoir garantissant la sécurité et la survie physique aux membres de l'une et de l'autre communauté ethnique.

Le nouveau type de légitimité pour être durable devait être consensuel et prendre en compte les intérêts de tous les groupes sociaux du pays. La victoire du Parti UPRONA en septembre 1961 était le résultat et l'expression de ce consensus entre les différentes composantes ethniques; ce qui assura au pays une harmonie et une paix sociale incontestable pendant, trois années consécutives.

Or en 1965, une partie de l'élite HUTU à l'instigation International Démocrate Chrétien et séduite par le modèle rwandais tenta d'imposer une légitimité ethnique, en faisant valoir la supériorité numérique des populations HUTU et en vouant les TUTSI à l'extermination.

Dans le souci d'assurer leur survie physique et conjurer le danger de leur extermination, les TUTSI, de leur côté ont institué un pouvoir ethnique, en s'appuyant sur une armée que par la force des choses ils ont eu tendance à monopoliser.

Il en est résulté une situation de blocage, une grave impasse politique, marquée par l'existence de 2 ethnies ennemies chacune dans un ghetto de haine et

de suspicion qu'illustraient les épisodiques massacres intercommunautaires de ces 25 dernières années.

Les événements de NTEGA-MARANANGARA en août 1988 marquaient le paroxysme de cette détérioration des relations interethniques, et le début d'une prise de conscience de la nécessité de sur la nécessité de lui trouver une solution définitive en négociant un nouveau contrat social.

Un débat fut donc organisé entre toutes couches donna lieu à l'adoption d'une Charte. Véritable Pacte Collectif, la Charte de l'Unité était le fruit d'un consensus entre les différentes composantes de la société sur les conditions de leur réconciliation et les bases d'une légitimité nationales recouvrée.

Ce consensus entre les deux groupes sociaux devait permettre le démarrage du processus de démocratisation en 1991 et apparaissait comme la condition sine qua non de sa réussite et de son aboutissement.

La Charte de l'Unité Nationale était le fondement et le pilier du système institutionnel (Constitution, Gouvernement, Parlement) à mettre en place pour accompagner ce processus démocratique.

On se souvient, cependant, que le FRODEBU s'était clairement placé à contre courant de cette dynamique de réconciliation nationale et qu'il s'était activement employé à la battre en brèche.

Ce parti politique mobilisa son électorat autour des valeurs négatives de la haine ethnique et de la vengeance et organisa ses militants en une véritable machine à donner la mort dont les derniers massacres des TUTSI ET HUTU upronistes nous ont montré la solidité.

Ainsi donc, cédant aux sollicitations du Frodebu et au chatouillement de la fibre ethnique, une partie de la population tourna le dos au Pacte Collectif (c.à.d. la charte de

l'unité) mettant en péril, le fragile équilibre atteint en 1989.

Si bien que la victoire du Frodebu signifiait la rupture du contrat social et du consensus entre les différentes composantes de la société.

Le Burundi revenait à la case départ et le 10 juillet 1993 la problématique politique y apparaissait telle qu'elle

## Nous avions prévu cette crise

fanatiques drogués dont les chefs arment des machettes et qu'ils envoient mettre en pièces des véhicules blindés aux très automatiques.

Croyez-vous que ces chefs sont plus intelligents que les gens qu'ils droguent?

Dans notre édition n°15, paraphrasant certain philosophe, nous disions que les grands événements et les grands hommes se répètent deux fois dans l'histoire, une fois comme comédie une autre fois comme tragédie et que c'est ce qui va arriver au Burundi où l'UPRONA est affronté pour la deuxième fois à un FRONT COMMUN FANTOCHE qui menace le pays de pires catastrophes dans un mémorandum adressé au gouvernement dans lequel ils réclament un gouvernement de transition.

Dans notre éditorial du n°27, paru après deux mois de prostration dans laquelle nous avait plongé sa victoire, nous disions que le FRODEBU a gagné mais que nous avions peur pour l'avenir du Burundi, que nous ne voulions pas être prophètes de malheurs mais que l'avenir du pays était incertain. Plus loin, nous disions que les

Suite de la 1ère page  
était en 1965, avec son hypothèque ethnique, persistante et même amplifiée.

Pour avoir affirmé le contraire, bon nombre de personnes, d'organisations et de pays ont bradé la vérité contrainant ainsi à masquer une grave crise politique en gestation que la rupture du consensus social rendait inévitable. Il me semble donc

Suite à la page 4

Suite de la 1ère page  
fautes des dirigeants actuels ne peuvent pas échapper aux sanctions du temps, que le peuple burundais, calme et stoïque observé et interiorisé, mais que comme le dit un proverbe chinois, le temps ne pardonne personne qui ne tient pas compte de lui.

Dans notre dernière édition n°31, nous disions que l'anarchie que nous vivions va engendrer la dictature et que nous aurons bientôt besoin d'un libérateur qui viendrait mettre de l'ordre. Le numéro est sorti le 19/10/93 et dans la nuit du 20/10/93 se déclanchaient les hostilités. Le libérateur n'est toujours pas, mais il s'installe une dictature anachronique qu'il faudra nettoyer, car le pays encore une fois ne peut pas vivre dans ces conditions.

Beaucoup ont cru que nous savions ce qui allait se passer, mais pas du tout, nos analyses obéissent à certaines règles et à certaines règles de la cosmologie, nous partons par exemple du principe que la nature a horreur du vide ou qu'à chaque action répond une réaction.

Juvénal MADIRISHA.

# L'histoire d'un putsch manqué

DEROULEMENT D E S  
EVENEMENTS

Jeudi 21-10-93 : 1er jour.

Tôt le matin, chacun essaye comme d'habitude de capter la Voix de la Révolution mais en vain. Par réaction on téléphone à un ami, rien. La radio-télévision et le réseau téléphonique sont coupés. Pour des gens habitués à certains événements comme les habitants de Bujumbura, la conclusion est vite faite, il y a un coup d'Etat.

Et chacun se souvient alors que dans la nuit il a entendu des bruits qui ressemblaient à des coups de feu. Des groupes commencent à se former à l'extérieur pour échanger leurs impressions. Les uns disent qu'ils ont entendu des bruits issus certainement d'armes légères qui sifflaient comme ceux d'une mitrailleuse, et à la fin des bruits graves d'une arme lourde. Les autres, ceux qui couchent tard disent qu'ils n'ont entendu que ces derniers.

La journée avance, les hommes passent d'un groupe à l'autre et les informations commencent à filtrer une par une, on les écoute sans demander leur source; celle-ci était plutôt rare étant donné que personne n'avait pu contacter personne et que tout le système de communication était coupé.

On raconte que le coup d'Etat serait l'oeuvre de jeunes officiers, que les officiers supérieurs et autres colonels compris le Chef d'Etat Major Général avaient été arrêtés. Par réflexe, je cherche à téléphoner à un Colonel beau-frère à moi, marié à la petite soeur de ma femme afin de m'assurer s'il était en liberté, mais on me rappelle que les téléphones sont coupés.

Des bruits courent de groupe en groupe: que tout le gouvernement a été arrêté, mais

que le ministre des Relations Extérieures et de la Coopération, Monsieur Sylvestre NTIBANTUNGANYA, a été porté disparu, que par contre, le Président, Monsieur Melchior NDADAYE, l'Administrateur Général de la Sûreté, Monsieur Richard NDIKUMWAMI, le Président de l'Assemblée Nationale ont été arrêtés. On hésite encore sur le sort du Ministre de l'Intérieur et du Développement communal. Monsieur Juvenal NDAYIKEZA et celui du Ministre de la Fonction Publique, du Travail et du Rattachement des Réfugiés Monsieur Léonard NYANGOMA.

A la mi-journée, des bruits courent que toutes ces personnalités ont été exécutées. On raconte que l'arrestation du Président Melchior NDADAYE a été particulièrement compliquée qu'on a été obligé de détruire le palais du 1er novembre, ancienne résidence du Mwami Mwambutsa, que c'est sur lui que tirait l'armée lourde que nous appelions dans nos groupes l'orgue de Staline.

Entre temps trop tôt le matin, Radio Kigali, lance des communications à chacun de ses bulletins d'informations sur ce qui se passe au Burundi, elle incite le peuple burundais à se soulever pour défendre sa démocratie, elle annonce déjà que le Président Melchior NDADAYE a été tué.

On téléphone de Kigali le Ministre de la Communication et porte-parole du gouvernement, Monsieur Jean-Marie NGENDAHAYO par la voix duquel nous apprenons que le coup d'Etat est l'affaire de deux garnisons de Bujumbura qui se sont mutinées. Plus tard, à la suite de cette communication, toute liaison avec l'extérieur sera coupée. Le Ministre de la Santé publique, Docteur Jean MINANI en visite à Kigali; Monsieur Léopold NDAYISABA, chargé d'affaires à l'Ambassade

du Burundi à Kigali font des déclarations dans lesquelles ce dernier parle même d'un début d'insurrection à KAMENGE fief du FRODEBU. Là où nous nous trouvons nous sourions en attendant des telles déclarations, car KAMENGE est quadrillé par une telle armada que si même il était habité par des rangers ils n'oseraient pas sortir. Les stations occidentales lui emboîtent le pas, le cas du Burundi devient la première nouvelle mondiale Radio France Internationale, la British Broadcasting Corporation (BBC) Radio Canal Afrique (Radio sud-africain)

Afrique (Radio sud-africain)

la Voix de l'Amérique, rivalisent de commentaires sur ce qui se passe à Bujumbura. Entre temps, la Voix de la Révolution est toujours muette. Ce n'est que le soir qu'elle commencera à diffuser la musique instrumentale qui nous a fait tant de bien pendant ces journées lugubres. Tout le monde reste collé à son poste de radio, on ose pas changer de station de peur de rater une information. Au marché, les ménagères se ruent sur les haricots et le riz, tout le monde veut avoir un petit stock de vivres dont

Suite à la page 5

## Lettre à Ernest KAB USHEMEYE

Monsieur,

Nous avons écouté avec consternation votre message incendiaire sur les événements qui viennent d'endouliner notre chère patrie.

Le message mérite une attention particulière: en effet, c'est pour la première fois dans ce pays qu'une autorité avec rang de ministre appelle les gens à s'entretenir. Vous avez imité votre collègue NIYONKURU Schadrack, ministre des transports, Postes et Télécommunications qui a incité à la désobéissance civile, à la destruction des ponts et autres infrastructures sociales, à l'obstruction des routes et voies de passage, à l'extermination des tutsi.

C'est très grave Monsieur KABUSHEMEYE. Vous avez manifesté un comportement irresponsable. Pour cela vous ne méritez pas la direction d'un parti politique si petit soit-il.

Un jour qui n'est pas lointain, vous serez jugé, et par la justice burundaise, et par le peuple burundais.

Si cette lettre s'adres-

se directement à vous, ce n'est pas parce que vous êtes seul responsable du génocide des populations civiles. Non, vous êtes allé même au delà des simples événements en demandant la suppression des journaux privés tels le Carrefour des idées et l'Indépendant.

Comme si les médiums d'informations et d'opinion étaient responsables de ce qui est arrivé. Nous prenons acte de votre intimité envers nos journaux. Soyez rassuré que loin de nous effacer nous allons augmenter le nombre de parutions.

Aujourd'hui, le peuple qui vous observe s'interroge: est-il normal qu'un myope intellectuel, un vilain tribaliste, un vampire comme

vous puisse porter un prénom chrétien?

Que non! Vous êtes un criminel de guerre et votre sanction va tomber incessamment. C'est sur ce, qu'en attendant, nous aimerions avoir d'amples explications sur l'origine de votre haine envers nos journaux.

Bien à vous!

Joseph NTESA.



# Autopsie d'une crise

Suite de la page 2

que la cause fondamentale de la crise politique actuelle au Burundi est un dérèglement du mécanisme des rapports socio-politiques entre HUTU et TUTSI que n'a pu corriger l'organisation d'élections libres lors qu'elles furent remportées par un parti incarnant l'intégrisme ethnique.

## 2. CAUSES IMMEDIATES ET SUBSEQUENTES.

S'inscrivant sur cette toile de fond, et agissant en parallèle avec elle, d'autres causes plus immédiates ont déterminé l'éclatement de la crise et en ont précipité l'éclosion.

Limitons-nous à en évoquer le plus importantes et parmi elles: la peur, la frustration, l'inadéquation de la constitution.

Là peur, l'inquiétude, la conviction sincère de l'imminence d'un danger, reconnaissons que l'idéologie et le comportement du Frodebu avaient de quoi les alimenter.

Que dire en effet de la propension de ce parti politique à culpabiliser les Uprontistes et particulièrement les Tutsi en les rendant fausement responsables des massacres interethniques de 1972 et en promettant vengeance et réparation à tous les Hutus qui s'en estimaient victimes?

- du comportement belliqueux des militants du Frodebu tout au long de la campagne électorale et après la victoire de leur parti? - des actes de harcèlement, intimidation à l'encontre des membres du Parti UPRONA, l'expropriation, occupation illégale des propriétés foncières des Tutsi pas des militants du Frodebu.

- des agressions répétées, contre les militaires Tutsi par des bandes organisées du Frodebu. La dernière ayant lieu à MUSAGA 3 jours avant le coup de force du 20.10.1993.

- de l'impression chez les upronistes en particulier chez les Tutsi que toutes ces exactions étaient tolérées et encouragées par les responsables du Frodebu à tous les niveaux. - de la menace constante du démantèlement de l'armée actuelle. - de l'amnistie sélective et discriminatoire accordée par le Président NDADAYE et dont était exclus les militaires Tutsi accusés du putsch du 3 juillet 1993 mais dont avaient bénéficié les criminels du PALIPEHUTU.

- du refus du Président NDADAYE à rencontrer les partis d'opposition tandis que il s'entretenait régulièrement avec le PALIPEHUTU et Monsieur Festus NTANYU-NGU.

A cette peur, la victoire aux élections, d'un parti ayant érigé la haine ethnique en stratégie de conquête du pouvoir, la certitude que la politique et la réconciliation nationale avait échoué, ont ajouté un sentiment d'amertume et de frustration.

En outre la Constitution, élaborée dans l'esprit de la Charte de l'Unité Nationale visait assurer la représentation au Parlement à un large éventail de sensibilités politiques.

L'extrême ethnisisation de la campagne électorale et de la vie politique de cet objectif et donna lieu au contraire à l'émergence d'institutions monoeethniques dont les Tutsi se sentaient exclus.

La Constitution devenait frelatée et perdait de sa raison d'être et de son opportunité.

Le système institutionnel mis en place conduisait à un blocage général de tensions et de troubles dans la mesure où un groupe ethnique important, était privé de façon définitive et structurelle de toute possibilité de participer au jeu politique.

Peur, frustration, Constitution anachronique et inadaptée, blocage des institutions, voilà

les éléments qui ont inscrit un profond traumatisme dans l'inconscient collectif des Tutsi et dont le coup de force de 20 octobre 1993 est la manifestation sanglante. Avuons que ce cocktail d'ingrédients était explosif.

## 3. RESPONSABILITES DES ACTEURS POLITIQUES.

Ainsi énoncées les causes structurelles, de la crise, il convient maintenant d'analyser les responsabilités respectives des différents acteurs politiques.

Il est incontestable que Pierre BUYOYA fut l'initiateur du processus démocratique depuis 1991.

A l'époque, les populations ( toutes ethnies confondues) lui avaient exprimé leur réticence à renouveler l'expérience de multipartisme, estimant à juste titre que les valeurs d'unité prônées par la Charte n'avaient pas encore l'assise et l'ancrage suffisantes dans les consciences individuelles pour faire échec aux sollicitations de l'intégrisme ethnique.

Les populations ayant encore en mémoire les tragiques péripéties qu'avaient marqué, dans les annexes 60, la première expérience démocratique, étaient conscientes qu'une nouvelle ouverture au multipartisme comportait un réel danger de dérive ethnique susceptible de conduire le pays à un horrible bain de sang.

Mais, l'ancien Président de la République leur donna toutes les assurances et s'engagea par un contrat tacite à éviter tout dérapage de nature de compromettre le processus démocratique. J'estime que Pierre BUYOYA a manqué de perspicacité, de rectitude du jugement, de détermination à barrer la route à la montée de l'intégrisme ethnique

et à l'aventure tribaliste du Frodebu.

Par ailleurs, la classe politique et la société civile n'ont pas correctement apprécié les enjeux du processus démocratique et, les risques pour la paix que comportait la victoire électorale des partis tribalistes.

Elles ne sont pas mobilisées suffisamment pour dénoncer la montée de l'intégrisme ethnique et après le succès électorale du FRODEBU elles ont patiqué la résignation et la politique de l'autruche.

Ce défaut de courage et de lucidité politique mérite le blâme de tout observateur objectif.

Enfin, en pratiquant une ethnisisation à outrance de la campagne électorale, en brisant la dynamique de la réconciliation et de l'unité nationale impulsée par la Charte, le FRODEBU porte l'entière responsabilité de l'échec du processus démocratique et de la crise politique actuelle qui en est l'aboutissement logique.

## 4. LE ROLE DU FRODEBU DANS LES MASSACRES ACTUELS.

Personnellement j'ai horreur du meurtre surtout du meurtre politique et celui dont a été victime le Président NDADAYE me paraît particulièrement odieux. Je m'associe, donc, à ceux, nombreux, qui l'ayant condamné, demandent le châtiement des coupables.

Mais je condamne davantage le génocide surtout lorsqu'il est déclenché par un gouvernement fut-il en exil à l'ambassade de France.

Dès lors que les responsables du coup de force étaient identifiés et localisés à Bujumbura rien ne justifiait plus l'ordre donné par trois ministres du Gouvernement FRODEBU pour que se mette à l'oeuvre sur tout le territoire national l'énorme machine à tuer les Tutsi et les

Suite à la page 7

# L'histoire d'un putsch manqué

Suite de la page 3

les prix grimpent toutes les heures.

Personne n'a osé aller travailler ni aller à l'école, nous apprenons d'ailleurs par les militaires qui patrouillent que les routes sont barrées et que personne ne peut passer d'une zone à une autre, bien que le déplacement à l'intérieur de la même zone était autorisée sauf paraît-il à Kamenge et à Kinama où les habitants étaient enfermés dans leurs maisons.

Vendredi 22-10-93 :

2ème journée.

Rien de spécial pour les mouvements de la population, la ville est calme, mais les stations de radios étrangères montent au creneau, c'est à qui mieux mieux pour dire où se trouve le Président NDADAYE qui est mort pour RFI, qui est entre les mains des putschistes pour la radio sud-africaine et la BBC.

RFI annonce des sanctions économiques contre le Burundi prises par la France, la CEE et les USA la Voix de l'Amérique demande de Washington les avis de Monsieur HITIMANA Mathias qui se trouve à Bruxelles sur les événements, radio Kigali continue sa subversion intermitente, la Voix de la Révolution garde toujours son mutisme. Presque toutes les radios étrangères impliquées dans ce putsch, l'ancien président Jean Baptiste BAGAZA, l'ancien Ministre des Relations Extérieures et de la Coopération Mr Cyprien MBONIMPA,

le chef d'Etat Major Général le Colonel Jean BIKOMAGU, le Président du Parti UPRONA, Monsieur Nicolas MAYUGI. Ce n'est que le soir qu'elle rompt son silence et lance son premier communiqué lu paraît-il

par le Colonel NINGABA Alias SININGI, auteur du putsch manqué du mois de juillet, qui dans la foulée des événements a été libéré à minuit du jeudi 21/10/93.

Dans ce communiqué, il annonce qu'on vient de créer un Conseil National de Salut Public composé par des représentants de tous les partis, de toutes les ligues de toutes les organisations civiles indépendantes et des militaires, présidé par Monsieur François NGEZE. Il annonce en outre que :

- 1) Un couvre-feu est installé sur toute l'étendue du territoire de 18 heures à 6 heures du matin.
- 2) Le port et l'aéroport international de Bujumbura sont fermés à tout trafic.
- 3) Toutes les frontières du pays sont fermées.
- 4) Les déplacements d'une commune à une autre sont strictement interdits.
- 5) L'attroupement de plus de 3 personnes est strictement interdit.
- 6) Toutes les mesures ont été prises pour faire respecter les étrangers dans leur personne et leurs biens.
- 7) Les Commandants des districts sont chargés du maintien de la paix et de l'ordre dans leurs provinces.

- 12) Des sanctions sévères sont prévues contre tous ceux qui contreviennent contre ces mesures.

Samedi 23/10/93 :  
3ème jour.

14 heures : RFI vient d'annoncer que près de 100.000 personnes traversent la KANYARU en provenance de la province de Kayanza. Interrogé par Jean Hélène correspondant de la RFI à Nairobi, un officier de la PAFE répond que l'armée est en train d'exécuter commerçants et intellectuels Hutu à Bujumbura.

14h 30 : Le chef d'Etat Major Général le Colonel BIKOMAGU répond aux questions de NTIVANOGEYE. Il a négocié avec les représentants des hommes de troupes qui se sont soulevés, il dit que l'Armée est d'accord de rendre le pouvoir au FRODEBU, mais demande une amnistie pour tout le monde, ce à quoi il a répondu que cela dépendra du Gouvernement Frodebu. Il annonce qu'il y a des massacres interethniques à l'intérieur et que en ce moment l'armée intervient pour séparer les protagonistes, il invite tout le monde au calme et aux protagonistes de déposer les armes.

15h30 : François NGEZE, président du Conseil National de Salut Public (C.N.S.P.) répond aux questions de NTIVANOGEYE.

Sur le déroulement des événements, il dit que les hommes de troupe de l'Armée Burundaise, se sont mutinés à 5 heures du matin du 21/10/93 et ont refusé le pouvoir du FRODEBU, refusent de rencontrer leurs officiers et réclament à 11 heures Monsieur François NGEZE d'intervenir pour maintenir la paix. Mr NGEZE accepte, il convoque immédiatement les représentants des partis et des Ligues pour voir ce qu'ils peuvent faire ensemble. Ils procèdent à la création d'un Conseil National de Salut Public dont il est nommé Président. A l'unanimité, le Conseil exige le rétablissement de la légalité constitutionnelle. Le même jour, il convoque une réunion des Evêques et de tous les représentants des confessions religieuses. Eux aussi exigent le rétablissement des organes constitutionnels.

A la question de savoir si l'ancien président Jean-Baptiste

BAGAZA, l'ancien Ministre des Relations Extérieures et de la Coopération Monsieur Cyprien MBONIMPA et le chef d'Etat Major Général le Colonel Jean BIKOMAGU seraient impliqués dans le coup d'Etat comme disent les radios étrangères ? Monsieur François NGEZE répond qu'il n'en sait rien pour ce qui concerne l'ancien Président et l'ancien ministre des Relations Extérieures et de la Coopération, il pense que dans des circonstances pareilles il peut y avoir l'une ou l'autre personne qui pousse. Mais qu'il est convaincu que le chef d'Etat Major Général n'est pas impliqué dans l'affaire.

Comment peut-il, dit-il être impliqué dans le coup alors que les putschistes ne veulent pas du tout le voir ? Non, dit Mr François NGEZE quand je suis arrivé à l'Etat Major, je l'ai trouvé dans un état qui inspirait la pitié, il avait vraiment l'air d'un homme éprouvé.

A la question de savoir pourquoi c'est à lui que les putschistes ont eu recours pour la gestion de cette crise Monsieur François NGEZE a répondu qu'il ne comprend pas lui-même trop bien pourquoi, mais que c'est devenu presque une tradition que tous ceux qui ont des problèmes avec le pouvoir recourent à lui. Que ce fut le cas pour les étudiants lors des manifestations qu'ils ont organisées après les élections présidentielles et législatives. Ils ont refusé de rencontrer les autorités et ont exigé ma présence. Il en est de même des manifestations qui ont été organisées dans la Mairie de Bujumbura.

Les putschistes m'ont exigé d'intervenir et j'ai accepté. Ils ne m'ont pas demandé

Suite à la page 7

# La France menace notre indépendance

Burundi, le 02 novembre 1993.

A Son Excellence Monsieur l'Ambassadeur  
Extraordinaire et Plénipotentiaire de la  
République Française au Burundi

**NDLR :** Des initiatives diverses se multiplient en faveur du règlement de la crise que traverse notre pays. C'est dans ce sens que six partis politiques viennent d'adresser à l'Ambassadeur de France à Bujumbura, une lettre que nous reproduisons dans nos colonnes dans laquelle ils dénoncent l'infiltration dans notre pays de français avec des équipements non identifiés comme l'exigent nos lois.

En effet, en date du 28/10/1993, huit français sont entrés au Burundi par l'aéroport international de Bujumbura avec des bagages de plus de 150 kgs. les services du Secrétaire d'Etat à la Sécurité intérieure, le Lieutenant-Colonel GAKORYO, ont sollicité verbalement le Commandant de l'Aéroport de laisser passer ces bagages sans les fouiller. Ce dernier a refusé et a exigé un ordre écrit. Le Directeur de Cabinet du Secrétaire d'Etat lui a alors envoyé par l'intermédiaire du Major BAMBARA, une petite note manuscrite dans laquelle il avisait le Commandant de l'aéroport qu'il y a huit français qui arrivent par SABENA avec des bagages de 150 Kgs sous emballage diplomatique et que s'ils ne sont pas sous emballage diplomatique il est prié quand même de les laisser passer.

Cette nouvelle a ému toute l'opinion de la capitale qui est hostile à la présence militaire de la France qui est considérée comme la plus mauvaise puissance interventionniste de l'Occident depuis surtout l'accession du Socialiste François MITTERRAND au pouvoir.

Pourquoi le Secrétaire d'Etat à la Sécurité publique est-il intervenu personnellement pour laisser entrer des militaires étrangers avec des bagages d'un tel volume sans les vérifier, il en répondra un jour devant d'autres instances.

Les Chefs des Partis signataires ont l'honneur de solliciter, auprès de votre Excellence, une entrevue revêtant un caractère d'une extrême urgence.

Monsieur l'Ambassadeur,

Cette requête est dictée par une rumeur généralisée selon laquelle des dizaines de français dont les mobiles sont inconnus séjourneraient actuellement dans notre pays avec des équipements non identifiés, comme l'exigent les lois burundaises. Diverses sources affirment que ces français seraient chargés d'une mission contraire à la défense de la sécurité et de la souveraineté du Burundi.

Dans le cas où cette information serait fondée, nous vous prions, d'ores et déjà, que des mesures soient prises pour assurer la défense de la Patrie.

Nous sommes conscients que le Gouvernement Français ne peut agir que sur les recommandations de son Ambassadeur au Burundi.

Aussi regrettons-nous que les conséquences d'une telle éventualité soient imputées à votre personne et au Gouvernement que vous représentez.

Nous vous réitérons la réalité éblouissante que c'est nous, l'avis de l'opinion qui, dès le 21 octobre 1993, avons contre nous le putsch en regrettant le retour à la légalité constitutionnelle.

Par ailleurs, il est évident que les problèmes nationaux ne pourraient être réglés que par les Burundais eux-mêmes.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de notre très haute considération.

## COPIE POUR INFORMATION

- A Son Excellence Madame le Premier Ministre
- A Madame et Monsieur le Chef de Mission Diplomatique (Tous)
- A Monsieur le Représentant Légal de la Confédération Religieuse (Tous)
- A Monsieur le Président de la Ligue des Droits de l'Homme (Tous)

## LES PARTIS POLITIQUES SIGNATAIRES

LABASA, SE  
L'ANANDU, SE  
L'INKINZO, SE  
LE PIT, SE  
LE RAODES, SE  
LE UPRONA, SE

# Autopsie d'une crise

Suite de la page 4

Hutu Upronomistes, particulièrement à Kayanza, Ngozi, Kirundo, Muyinga, Karuzi, Ruyigi, Gitega et Muramvya.

Pour avoir lancé par le canal de radio Rwanda et par des tracts des messages invitant les militants du Frodebu au massacre, les ministres Jean MINANI, Jean Marie NGENDAHAYO, SHADRACK NİYONKURU Ernest KABUSHEMEYE portent une responsabilité pénale et civile directe dans la mort de plusieurs dizaines de milliers de personnes innocentes.

La fulgurante rapidité, la simultanéité des opérations, leur déclenchement avant la confirmation de la mort du Président NDADAYE prouvent à suffisance l'existence d'un réseau de l'escadron de la mort organisé par le FRODEBU et dont le décès de son chef n'a été qu'une détonation.

Le FRODEBU insulte la démocratie lorsqu'il prétend la défendre par le recours au génocide et au meurtre à grande échelle.

Aucun gouvernement n'a le droit de déclencher une vendetta collective dirigée contre des innocents et rien n'autorise le programme organisé par le système FRODEBU, surtout pas la défense de la légalité constitutionnelle. Il est clair à présent que la légalité incarnée par le Gouvernement FRODEBU est semblable à celle d'Adolphe HITLER car le criminel nazi était lui-même arrivé au pouvoir par les élections.

Qu'on songe aux milliers de personnes assassinées par les "INZIRAGUHEMA" dans des conditions atroces du fait de leur appartenance ethnique ou partisane, qu'on pense à l'horreur meurtrière à laquelle se sont livrés les caciques, du "BURUNDI NOUVEAU" (Gouverneurs, Administrateurs communaux, Chefs de zone) et on comprendra que le Frodebu mérite la même opprobre que le régime nazi.

Peut-on encore demander aux honnêtes citoyens d'obéir à un gouvernement qui a érigé le génocide et la four crématoire du Lycée de KIBIMBA en stratégie de reconquête du pouvoir?

Quelle valeur auront les lois votées par les parlementaires Frodebu ayant participé aux massacres sinon des chiffons de papier tachés de sang des vieillards et des enfants innocents.

En tout état de cause les personnes sinistrées par ces massacres ont le droit de poursuivre en justice les ministres MINANI, NGENDAHAYO et NİYONKURU et à leur réclamer des dommages et intérêts.

## 5. SOLUTIONS.

Le retour à la légalité constitutionnelle réclamée par différents pays et organismes comme solution à la crise n'est rien d'autre qu'un bricolage et à défaut d'agir d'agir sur les causes structurelles du problème de la communauté internationale se rendrait coupable des crises et des hécatombes que auxquelles pourra conduire la situation actuelle.

La société civile doit sortir de la torpeur, s'investir davantage dans la recherche d'une issue à la crise et refuser toute solution imposée qui conduirait le pays vers le naufrage et la ruine totale.

La souveraineté nationale est inaliénable. Dans l'hierarchie les valeurs, elle se place bien avant la démocratie.

Le Gouvernement FRODEBU en appelant, les troupes étrangères, a bradé l'Indépendance Nationale, acquis honorable et valeur suprême de notre système politique, a flétri et souillé l'honneur de notre pays.

Trente trois ans après l'indépendance, la présence des troupes françaises assurait la garde de des Institutions Nationales (mais méritent-elles encore ce nom) est un spectacle insoutenable, un affront, et une humiliation inqualifiables.

Ce comportement répréhensible lui a fait perdre, auprès d'une fraction importante de la population, la crédibilité et l'autorité morale indispensable à la poursuite de la gestion politique du pays.

En outre en déclenchant lui-même une guerre civile, le FRODEBU a foulé aux pieds la Charte de l'Unité Nationale, unique fondement des institutions actuelles, et par là même a rendu anachronique la Constitution qui tire sa force

Il me semble donc urgent de:

- comprendre que l'urgence nécessite de sortir de la crise et le rétablissement de la paix doivent l'emporter sur toute autre considération d'ordre juridique.
- considérer que l'immense discrédit politique qu'a valu au Frodebu l'organisation des mas-

sacres des populations innocentes le rend moralement inapte à poursuivre la direction politique du pays.

- considérer la caducité de la Constitution dans la mesure où les institutions monoethniques et monopartisanes qui en sont issues n'offrent plus le cadre légal, approprié à la solution d'une crise d'ampleur exceptionnelle.

élargir la direction du pays à l'ensemble de la classe politique et de la société civile.

- organiser sans tarder une conférence chargée de déterminer l'avenir politique du Burundi et d'élaborer un nouveau modèle d'organisation politique.

Voilà l'unique manière d'éviter aux populations innocentes de nouvelles hécatombes. It is the only way out

## L'histoire d'un ...

Suite de la page 5

de les soutenir dans leur action mais de rétablir la paix dans le pays.

Q. : Vous-même n'êtes pas impliqué dans ce coup.

F. NG. : Absolument pas. Vous savez, je suis plutôt légaliste que putschiste, je ne peux jamais participer à un coup d'Etat. J'ai été sollicité pour aider au rétablissement de la paix, un point c'est tout.

Q. : Les pays étrangers condamnent ce coup d'Etat et quelques pays voisins vont jusqu'à inviter les populations à se soulever, qu'en pensez-vous ?

F. NG. : Les pays étrangers sont mal informés d'autant plus que notre Radio-Télévision n'émet aucune nouvelle. Jusque maintenant l'opinion extérieure n'est informée que par des personnes qui se réfugient mal informées elles-mêmes

et qui déforment parfois expressément les nouvelles, parce qu'elles ne maîtrisent pas les dimensions du problème. Le coup d'Etat a été déjoué, et nous allons informer l'opinion internationale dès que nous aurons réussi à cerner les données du problème. L'essentiel pour le moment est de rétablir l'ordre et la paix et nous demandons aux pays voisins et étrangers de nous aider à rétablir cet ordre et la légalité constitutionnelle.

Q. : Les radios étrangères et la rumeur publique disent que le Président NDADAYE et quelques uns de ses ministres auraient été tués, qu'en est-il exactement ?

F. NG. : Je ne peux pas vous donner une réponse précise pour le moment, vous le saurez bientôt.

Q. : Etes-vous optimiste



# La marche épique des élèves de MUSEMA

L'histoire que vous allez lire est le récit d'un enfant rescapé du Lycée de MUSEMA où tôt le matin du jeudi 21/10/1993, le Directeur du Lycée, un hutu avait déjà planifié le massacre des professeurs et des élèves tutsi qui, par instinct ont senti qu'il y avait angoisse sous roche, et qui se sont enfui en réalisant une véritable marche épique digne des croisades, qui les a amenés de MUSEMA à BUKEYE par BANGA en passant à travers une série d'obstacles dangereux composés par des bandes de tueurs dont ils ont pu déjouer la vigilance par des astuces géniales dignes des SIOUX. Voici le récit de Mr..... élève de 6ème témoin de cette épopée de 106 enfants, 103 tutsi et 3 hutu, qui, au mépris de la mort ont pu sauver leur vie. Il a une expression calme, un début de moustache qui le situe déjà entre l'adolescence et l'âge adulte. Il est beau, sympathique et lucide, mais quand il est arrivé à la maison, il était tellement marqué par l'aventure qu'il venait de vivre qu'il a craqué et fondu en larmes.

Jeudi 21/10/1993

Après le salut du drapeau, le Directeur, comme d'habitude s'est adressé aux élèves, et nous a dit qu'il y avait eu dans cette nuit une tentative de coup d'Etat par des éléments anti-démocratiques et nous a invité au calme en nous promettant de nous tenir informés au fur et à mesure de l'évolution de la situation. A 11 heures, il y a un pasteur qui est venu à l'école, il s'est entretenu avec le Directeur pendant un bout de temps, après quoi, ils sont montés ensemble accompagnés par un groupe de gens sur la colline KAMASANGO.

A midi, le Directeur

de l'internat a dit aux élèves hutu de rentrer chez eux. Ils ont préparé leur bagages, mais ils ont attendu le dîner avant de partir. Pendant que nous étions à tables, ils s'est amené 5 individus armés de machettes dont quelques travailleurs de l'hôpital qui se sont dirigés vers l'habitation de notre surveillant André. Ils se sont saisis de lui, mais après un bout de temps de palabre, ils l'ont laissé, plus tard, nous avons appris qu'André s'était sauvé.

Par contre, ils se sont saisis de deux autres professeurs tutsi, PROTAIS, professeur de chimie, de technologie et de civisme, OSWALD, professeur de français et de kirundi. Après le repas, nous nous sommes rendus au dortoir, les élèves hutu ont pris leur bagage et sont rentrés, mais le directeur de l'internat a obligé les enfants tutsi de rester dans le dortoir. Un élève excédé, s'est avancé vers la sortie, l'a bousculé, et nous a invité tous de sortir. Nous étions 103 élèves tutsi et 3 hutu qui n'étaient pas rentrés avec les autres. Nous sommes montés sur la colline KAMASANGO, et nous sommes descendus vers BURANIRO.

Arrivés là, nous avons été arrêtés par la première bande de tueurs, mais nous avons refusé de nous arrêter. Nous avons mis à la tête de notre colonne les 3 élèves hutu et d'autres parmi nous qui ressemblaient le plus aux hutu. Nous avons continué notre marche en scandant des slogans favorables au FRODEBU et en dénigrant le coup d'Etat. Nous sommes arrivés à BANGA le même jour à 16 h 30', nous avons trouvé une autre foule de tutsi venus se réfugier là, ils nous ont indiqué de quel côté pouvaient venir les assaillants,

Nous nous sommes reposés et à 18 heures nous avons entendu des bruits, nous avons accouru du côté d'où ils venaient à 5 km, il y avait un hangar, dans lequel se trouvaient une foule de batutsi bahunze, nous les avons évacués et nous sommes retournés avec tous ces réfugiés à l'hôtel de BANGA, car, les tueurs, une foule impressionnante armés de machettes, de lances, d'arcs et des flèches, avançaient menaçant, vers le hangar. Le soir, les soeurs nous ont donné à manger et nous avons passé la nuit à l'hôtel à la belle étoile.

Vendredi 22/10/1993

A 8 heures, les soeurs nous ont servi un petit déjeuner et à 9 heures, nous avons pris le chemin vers BUKEYE. Nous scandions toujours des slogans du FRODEBU et nous dénoncions à tue-tête le Coup d'Etat. Arrivés en bas de BANGA sur un petit pont en bois, nous avons rencontré un autre groupe de tueurs, qui nous a arrêté et appelé d'autres tueurs sur la colline. Ils nous ont demandé ce que nous faisons et d'où nous venions, nous leur avons répondu que nous sommes à

la chasse des tutsi qui sont contre le FRODEBU. Ils nous ont regardé et l'un d'eux a dit qu'il y avait quand même parmi nous ka kaisi kabi. Un autre lui a répondu qu'il y a parmi eux ceux qui les soutiennent. Ils ont fini par nous laisser passer, nos camarades hutu semaient la confusion, le groupe de tueurs ne parvenaient pas à se décider sur notre sort.

Nous avons continué notre marche, accompagnés par deux des tueurs, nous scandions toujours les slogans du FRODEBU.

Au bout d'un moment, nous avons rencontré un troisième groupe de tueurs, les deux tueurs qui nous accompagnaient sont retournés regarder leur bande et se sont fait relayer par deux autres du nouveau groupe qui nous ont accompagné jusqu'à BUKEYE où nous sommes arrivés à 13 heures.

A la commune de BUKEYE, il y avait déjà une foule impressionnante de tutsi réfugiés, nous nous sommes dirigés vers le Collège communal où après s'être informé sur notre identité, on nous a installé. Tous mes camarades sont sans doute encore là.

## Le FRODEBU massacre les élèves tutsis

Le Directeur du Lycée de KIBIMBA un hutu, chimiste de formation, se rend dans le dortoir des élèves et sous prétexte de pallier contre toute éventualité de conflits entre les hutu et les tutsi, ils les séparent logeant les élèves tutsi dans un bâtiment à part et les élèves hutu restant dans le dortoir.

Vers 23 heures, deux des élèves tutsi entendent des pas et des voix anormaux dehors tout autour

du bâtiment. Ils s'inquiètent et demandent ce qui se passe à l'extérieur. L'un d'eux tente un coup d'oeil furtif dehors à travers la fenêtre qu'est-ce qu'il voit, une bande d'hommes saletés affreux armés de machettes de lances et autres armes blanches parmi lesquels il distingue nettement leur directeur.

La porte du bâtiment s'ouvre brusquement et deux individus font irruption.

La suite? On en connaît!



# Le modèle monstrueux du Rwanda

9

Alors, que nous ignorions encore ce qui se passait chez nous dans la nuit du 20/10/93 et que nous ne pouvions pas le savoir le matin du 21/10/1993 la voix de la Révolution et le réseau téléphonique, que, étant coupés, radio Kigali montait elle déjà au créneau et invitait les Barundi à se soulever comme un seul homme, de s'armer de machettes, de lances, d'arcs et de flèches pour défendre leur démocratie.

Le gouvernement rwandais multiplia ses conseils de Ministres, il en tint plusieurs par jour pour analyser la situation qui prévalait au Burundi. Il céda l'antenne de sa radio-diffusion au Docteur Jean MINANI, Ministre burundais de la Santé Publique en séjour à Kigali bien connu pour son extrémisme et son tribalisme primaire depuis l'enseignement secondaire jusqu'à l'Université.

Actuellement le Docteur Minani est installé dans l'ambassade du Burundi à Kigali où il recrute des tueurs qui viennent semer la mort, la haine et la désolation dans sa patrie au nom de je ne sais quel principe, qui n'est en tout cas par le serment d'HYPOCRATE.

Je rappelle qu'il est moralement admis qu'un peuple opprimé a le droit de se soulever pour se débarrasser de l'oppresser et que ceux que gardent ce peuple dans ce sens sont des libérateurs, mais que le Docteur Jean MINANI et ses maîtres Juvénal HABYARIMANA et tous les vampires du PALIPEHUTU qui veulent succéder le sang des tutsi et qui ne se trouvent allégres que quand ils en ont bu beaucoup, ne sont que de vulgaires assassins, et que l'ordre des Médecins du Burundi devrait rayer le Docteur Jean MINANI de la liste des praticiens. La grande erreur du FRODEBU, nous

parlons du FRODEBU parce que c'est lui le parti qui est officiellement au pouvoir, mais probablement que tous ces massacres sont surtout commandités par le PALIPEHUTU est de vouloir prendre le Rwanda comme modèle pour régler nos conflits, alors que même les belges ont échoué dans leur tentative de créer la même situation pendant la lutte des deux peuples pour la conquête de leur indépendance.

En effet, les allemands et après, eux les belges avaient constaté, que la culture, les structures politiques et socio-économiques des deux peuples et en conséquence leurs mentalités étaient tellement différentes, que les BARUNDI devaient évoluer selon les belges vers la mentalité rwandaise pour s'émanciper. L'exemple est que tous les réfugiés burundais au Rwanda finissent par parler rwandais, alors que les réfugiés rwandais au Burundi depuis plus de 35 ans, parlent toujours leur langue. Ceux qui s'intéressent à l'histoire du Burundi se souviennent de l'ancêtre qui a entouré le choix du nom fusionné des deux pays en RUANDA-URUNDI. Au début on voulait les appeler URUNDI-RUANDA, ce qui aurait donné l'impression qu'il s'agit de "URUNDIRWANDA", c'est-à-dire "un autre Rwanda", si bien que pour sauvegarder la dignité des BARUNDI, on a finalement opté pour RWANDA-URUNDI. N.B.: L'URUNDI est le BURUNDI amputé de son "B", parce qu'en allemand, "B" est une syllabe très prononcée comme dans BUNDESTRAG, BRANDENBURG alors qu'en kirundi "B" est à peine audible.

L'obsession du FRODEBU-PALIPEHUTU de créer au Burundi une situation similaire à celle du Rwanda, c'est-à-dire casser coûte que coûte sa domination

axée sur l'ethnisme lui a fait commettre tout le long de son action politique des erreurs grossières dont la dernière a été le refus d'aller rendre hommage le 13/10/93 au Prince Louis RWAGASORE HEROS NATIONAL pour la simple raison que selon son idéologie tout ce qui est tutsi est à bannir, ou, c'est comme si demain, il allait refuser que MWEZI GISABO, pourtant considéré par les historiens comme l'un des grands hommes d'Etat de l'Afrique pré-coloniale n'a pas battu RUMALIZA et n'a pas résisté aux envahisseurs allemands parce que ces actions héroïques ont été accomplies grâce aux BADASIGANA.

La goutte d'eau qui a fait déborder le vase est cette campagne de massacres orchestrés dans le nord du pays contre des citoyens accusés injustement de sorcellerie et que les autorités frodébistes refusaient expressément d'arrêter afin de favoriser un mouvement de révolte conduisant vers une GUERRE CIVILE à l'instar des bandes armées du CDR du Rwanda qui ont massacré les BATUTSI et des BAGOGWE qui a provoqué une vive émotion et une grande indignation dans toute l'opinion internationale.

La victoire du FRODEBU nous avait effrayé au début, mais la tenue

Suite à la page 10

A L'ECOLE PRIMAIRE DE GIHETA.

Alors que les massacrés des tutsi font rage dans la Commune de Giheta un des grands fiefs du FRODEBU dans la province de Gitega, un frère, membre de la communauté religieuse de l'Ecole possède un fusil, mais ne sait pas s'en servir. Un jeune pensionnaire de 10 ans, fils d'un officier de Bujumbura s'empare du fusil, le démonte, le nettoie et le charge. Il prend position dans une embuscade, laisse les rebelles approcher et lâche une rafale, une deuxième et une troisième. Il décime la bande de tueurs dont les débris s'ils n'ont pas été achetés par l'armée régulière etrent encore dans la province où ils finiront par devenir des voleurs vulgaires ou des tueurs à gage avant d'être assassinés dans le bâtiment, où ils versent de l'essence qui s'enflamme brutalement embrasant rapidement les couvertures et les matelas des lits.

Le bâtiment devient

rapidement un brasier où la flamme et la fumée empêchent les enfants qui tentent de fuir de passer. L'incendie s'intensifie se répand dans tout le bâtiment tuant tous leurs enfants tutsi au nombre de 70, tous chrétiens, tué par un intellectuel hutu licencié en chimie.

La police intervient malheureusement après la mort des enfants. Les autres professeurs, outrés dénoncent le directeur qui est rapidement arrêté, on le ligote et on lui verse de l'essence sur le coup qu'on enflamme. Il meurt, le mauvais génie, comme la Fuscelle d'Orléans, lui qui méritait de crever comme un chien qui a perdu son maître. Ceux qui ont vu les cadavres de ces enfants ou plutôt ce qui en restaient n'avaient pas assez de mots pour décrire ce spectacle et les femmes qui entendaient ce récit éclataient en sanglots, d'autres fondaient en larmes.

# Le modèle monstrueux du Rwanda

et le comportement de ses dirigeants nous avaient plus ou moins tranquillisés malgré le chambardement qu'ils opéraient dans l'administration centrale, provinciale et communale. C'est finalement la gestion des hommes qu'il a mis en place et dont Le Carrefour n'a cessé de dénoncer la médiocrité de certains d'entre eux qui vient à bout de son programme. Ils se sont avérés complètement incompetents, car, le rôle du dirigeant, c'est de maintenir d'abord l'ordre, la sécurité et de faire respecter la loi. Or, nous apprenons que des Gouverneurs, des Administrateurs, Communaux, des Chefs de zone, ont été les chefs de file de tueurs qui ont massacré les tutsi.

L'exemple le plus éclatant est le cas de cet administrateur de BUGABIRA, anatole KARENZO qui lui-même est chef de bande d'assassins qu'on appelle "ABASUNGUSUNGU" et que nous révélons dans un article publié dans ce numéro à la première page grâce à une lettre nous transmise par ses victimes potentielles; et celui du terroriste appelé PROPA GANDE qui a été investi Administrateur de NTEGA par le Premier Ministre, alors qu'il s'est illustré dans le massacre des populations pendant les événements de NTEGA-MARANANGARA en 1988. C'est lui qui dit-on aurait massacré le commerçant Révérien et sa famille tout au début des événements.

## LE RWANDA MULTIPLIE LES APPELS A L'INSURRECTION.

Et voilà que le RWANDA et son chef de triste mémoire, sans savoir encore ce qui se passe, monte au créneau et multiplie les appels à l'insurrection des Barundi qui sont pourtant

voués à l'anarchie avec ce pouvoir créé à son image. HABYALIMANA oublie la multitude de BAHUTU et de BATUTSI qu'il a assassinés et qui en combrent l'histoire de son règne qui n'a fait que trop durer et qui ne doit sa longévité que grâce à la Belgique de REJKENS et à la France de François MITTERAND.

Juvénal HABYALIMANA, idéologue et maître à penser du FRODEBU et du PALIPEHUTU qui n'est pas plus malin que ses néophytes, oublie que les peuples africains sont des hommes abrutis par l'alphabétisme qui réagissent lentement au même pas, que le peuple rwandais n'a pas réagi à la mort de Grégoire KAYIBANDA, que le peuple congolais, même s'il a réagi à la mort de patrice LUMUMBA, cela ne l'a pas protégé contre la dictature de MOBUTU, que le peuple Burkinabé n'a pas réagi à la mort de Thomas SANKARA et qu'en tout cas, le peuple rwandais ne régira pas à sa mort.

Appeler le peuple burundais à l'insurrection

## L'histoire d'un putsch manqué

pour ramener la paix et l'ordre.

F.N.G. : Oui, parce que tous ceux que nous avons rencontrés, les évêques, les représentants des partis, les militaires eux-mêmes y tiennent. Nous pensons donc qu'avec les efforts conjugués de tout le monde, la paix et l'ordre peuvent être rétablis rapidement.

Cette interview de Monsieur François NGEZE et du chef d'Etat Major Général, le Colonel Jean BIKOMAGU sera diffusée tout le long de la journée toutes les demi-heures jusqu'à 23 heures.

Dimanche 24/10/93

4ème jour.

6h30 : Monsieur François NGEZE passe le témoin à Monseigneur BUDUDIRA Bernard qui lit un communiqué signé par des représentants de quelques partis politiques, des ligues, de la Centrale Syndicale, des Evêques et d'autres confessions religieuses, de la fondation Rwagasore - Ngendandumwe et de toutes les autres associations civiles indépendantes.

Dans ce communiqué, les signataires dont les noms suivent exigent le rétablissement de la loyauté constitution-

Suite de la page 9

qu'il n'a pas faite à l'occasion de l'assassinat du Prince Louis RWAGASORE est une simple manifestation de l'hostilité que le RWANDA du Parmehutu et du MRND nourrit contre le Burundi, dont il ne cesse de s'ingérer dans ses questions intérieures, mais nous saurons défendre nos frontières et que le Général HABYALIMANA sache qu'il ne nous fait pas du tout peur et que nous lui donnerons aucune occasion de gagner une guerre qu'il n'a pas gagnée contre INKOTANYI.

Suite de la page 7

émissions normales, nous sommes informés et les événements commencent à prendre forme. Bien qu'on ne l'ait pas encore dit la radio, nous savons déjà presque avec certitude que le président Melchior NDADAYE, le président de l'Assemblée Nationale et le vice-président Monsieur Pontien KARIBWAMI, et Monsieur Gilles BIMAZUBUTE, le Ministre de l'Administration du Territoire et du Développement communal, Monsieur Juvénal NDAYIKEZA, le Directeur général de la Documentation Monsieur NDIKUMWAMI Richard, sont morts. On ajoute sur cette liste même la femme du ministre des Relations extérieures et de la Coopération, Monsieur Sylvestre NTIBANTUNGANYA.

Alors commence l'effervescence populaire, les militants du FRODEBU envahissent les rues de Bujumbura dans des manifestations impressionnantes.

A suivre.

- 1) Monseigneur Bernard BUDUDIRA - Eglise Catholique.
- 2) Nicolas MAYUGI UPRONA.
- 3) Mr Albert GIRUKWISHAKA - PRP.
- 4) Mr Vincent KUBWIMANA - CSB.
- 5) Joseph NZEYIMANA RADES.
- 6) Gaëtan NIKOBAMYE Parti Libéral.
- 7) Mr Tharcisse NTAKIYICA - PIT
- 8) Mgr Noël NZEYIMANA Eglise Protestante.
- 9) Mr Charles NDIKURIYO - Juristes catholiques.
- 10) Dr Sylvestre BARANCIRA.
- 11) Mr Juvénal NGWENUBUSA - Ligue Sonera.
- 12) Mr Pierre-Claver MISIGARO
- 13) Mr Pascal-Firmin NDMIRA - Fondation Rwagasore-Ngendandumwe.
- 14) Mr Vincent NDIKUMASABO - PSD
- 15) Mr Zénon NICAYENZU Personnel.
- 16) Mr Donatien BIHUTE CCIB
- 17) Mr Nicéphore NDIMURUKUNDO - PIT
- 18) Mr Gervais HAVYARI-MANA - Ligue Iteka
- 19) Mr Ignace BANKAMWABO - ANADE
- 20) Mr Pie NTUKAMAZINA - Eglise anglicane

A partir de dimanche la radio reprend ses

# Le PALIPEHUTU serait en train de préparer la réédition des événements de 1991

11

Les massacres consécutives à l'assassinat du Président NDADAYE.

Mieux vaut prévenir que guérir, dit-on. En effet, des signes qui ne trompent pas indiquent que le PALIPEHUTU est entrain de préparer la réédition des événements de novembre 91 et il faut que la population en soit informée afin qu'elle ne soit pas surprise et que surtout le pouvoir prenne à temps des dispositions nécessaires pour empêcher le pire d'arriver.

C'est en fait dans la foulée de la guerre civile (qui n'est d'ailleurs pas encore terminée) consécutive à l'assassinat du Président de la République Monsieur Melchior NDADAYE que les événements se préparent en profitant de la confusion qui règne dans tout le pays.

L'on se souviendra qu'après l'assassinat du Président de la République, des éléments HUTU qui étaient semble-t-il déjà préparés à voir la rapidité et les moyens dont ils disposaient (essence et machettes de même marque partout dans le pays) ont procédé à l'extermination des paysans, élèves et fonctionnaires TUTSI se trouvant à l'intérieur du pays.

Grâce à l'intervention des forces armées, la catastrophe a pu être évitée de justesse pour les populations urbaines et pour le reste de la population TUTSI et HUTU qui a pu s'échapper et se réfugier dans des coins un peu sûrs. Seulement, lors de la "réprise" en mains du pouvoir, le Gouvernement en exil à l'Ambassade de France a demandé aux forces armées de rentrer dans la caserne, laissant ainsi à elle seule la population TUTSI sans défense. C'est ainsi que des attaques continuent à être perpétrées dans plusieurs refuges des TUTSI (à NGOZI, BUBANZA, BUGANDA, etc...) aussi, des TUTSI qui se hasardent à rentrer chez eux sont interceptés

et massacrés (BURAZA et ailleurs). C'est dire donc que des extrémistes HUTU restent aujourd'hui déterminés à poursuivre le génocide de la population TUTSI.

- Le recrutement des éléments qui rééditeront les événements de 91.

Depuis que le Gouvernement KINIGI a lancé sur la radio un communiqué appelant la population de BUJUMBURA et les autres à réouvrir les services, c'était le 29.10.1993), seuls les TUTSI se rendent au travail.

L'on se demande si le communiqué s'adressait uniquement aux TUTSI et surtout ce que font les HUTU entretemps.

N.D.L.R.: La lettre que nous promettons de reproduire en traduction dans notre prochain numéro nous est parvenue peu avant le 20/10/1993. Nous tenons à la publier comme preuve matérielle que les massacres des prétendus SORCIERS dans les provinces du Nord étaient bien connus des autorités. Leur refus d'indiquer ce mouvement a été créé la situation que nous connaissons et c'est une preuve que la tragédie actuelle n'est pas la conséquence du putsch manqué du 20/10/1993.

LE GENOCIDE DES TUTSI ETAIT PLANIFIE BIEN AVANT.

C'est un certain RWAMIDENDE Gervais, commerçant, et KARENZO Anatole, Administrateur de BUGABIRA, qui, chacun à la tête d'une bande de tueurs, qui s'appellent ABAYEGE pour RWAMIDENDE et ABASUNGUSUNGU pour l'Administrateur, qui s'apparentent toutes les deux aux bandes des INTERAHAMWE, ABAKOMBOZI et IMPUZAMIGAMBI du MRND et du CDR du Rwanda qui sèment la terreur, la mort, la désolation et le deuil dans les provinces du Nord du Burundi surtout à KIRUNDU où ces ASSASSINS traquent et tuent par lynchage et dilapidation des dizaines d'innocents surtout Hutu accusés de sorcellerie ou de Kuroga alors que c'est plutôt parce qu'ils sont restés fidèles à l'UPRONA et qu'ils ont refusé d'adhérer au FRODEBU ou au PALIPEHUTU que leurs leaders veulent faire un parti exclusif - ment HUTU comme le PARMEHUTU de Grégoire KAYIBANDA ou le MRND de l'un des plus vieux

Quoiqu'il en soit plusieurs témoignages concordants indiquent que les HUTUS préparent le coup ultime:

1. Des HUTUS résidents dans certains quartiers ont quitté depuis quelques temps leur domicile pour des destinations inconnues.
2. Les dignitaires du régime seraient entrain d'envoyer leurs familles (épouses et enfants) à l'extérieur du pays.
3. Les grooms HUTU ont été approchés pour préparer les massacres des TUTSI dans la capitale et pour attaquer les camps militaires. Une récompense de 50.000 FBu a été promise pour chaque TUTSI tué même s'il s'agit d'un enfant.

Joseph NTESA.

- Que pouvons-nous alors retenir?

D'ores et déjà, la population TUTSI sent que des massacres sont entrain d'être préparés. même la Voix de l'Afrique captée à Bujumbura ce 9 novembre 1993 indique que "les observateurs craignent que les funérailles du Président de la République ne soient pas l'occasion de nouvelles violences ethniques. C'est dire donc que le pouvoir est interpellé pour user de ses prérogatives et des moyens dont il dispose pour arrêter ce feu qui couve. Encore faut-il que ce même pouvoir s'investisse dans la réconciliation de tout son peuple. Y parviendra-t-il?

Nous en doutons fort!

## Les signes précurseurs de la crise actuelle

petits dictateurs du continent le Général-Major Juvénak HABYALIMANA.

Nous voudrions rappeler à nos lecteurs, que le rapport de l'Association Internationale de la Défense des Droits de l'Homme dont nous avons publié des extraits dans notre n° 16 de "Le Carrefour des Idées", atteste catégoriquement que c'est Juvénal HABYALIMANA en personne qui a présidé la réunion qui a préparé le plan de massacre des Batutsi et des Bagogwe, plan qu'il voulait exporter au Burundi et qui était déjà en début d'exécution dans les provinces limitrophes de ce beau pays frère piétiné par ce caporal qui à 20 ans de pouvoir n'a pas pu être président de tous les rwandais incapable qu'il est de sortir de son carcan tribaliste.

RWAMIDENDE Gervais, soutenu par l'Administrateur communal KARENZO Anatole, profite de la terreur qu'il sème pour exporter

une façon frauduleuse du sucre et autres denrées de première nécessité au Rwanda, et menace de mort les autres commerçants comme MUNYUGU Pascal, RUVYOGO Pierre-Claver et MIBURO Emmanuel. Ceux qui tentent de le dénoncer sont eux qui ont envoyé une copie d'une SOS qu'ils ont adressée au Gouverneur et au Procureur de Kirundo afin de leur demander la protection des autorités devant les menaces de ces deux terroristes qui les ont mis sur la liste des Uprontistes à exécuter. Est-il possible que les autorités frodebistes n'étaient pas au courant de l'existence de ces deux individus chef de bande d'assassins qui ont poussé ces quelques citoyens menacés à les dénoncer au péril de leur vie.

Nous publierons prochainement dans notre prochain numéro la lettre en question écrite en kirundi mais traduite en français par la rédaction.



## DES GOUVERNEURS ET DES ADMINISTRATEURS TUES PENDANT LES EVENEMENTS.

Le Gouverneur de GITEGA, le Gouverneur de KARUZI et l'Administrateur de KIGANDA et de BUKIRASAZI sont morts tout au début des événements,

L'Administrateur de BUKIRASAZI tué par les forces de l'ordre, les deux autres par des BATWA qui leur rapprochaient de décimer leurs amis les BATUTSI? L'Administrateur de KIGANDA, exécuté par les BAHUTU qu'il excitait contre les BATUTSI. Il leur a dit de tuer tous les tutsi et comme il l'était lui-même, ce fut par lui qu'ils commencèrent

ils ne manquent de logique officielle, il paraît en effet que ces autorités mises en place par le pouvoir FRODEBU ont été les premières à donner des mots d'ordre et des directives pour démolir les ponts et créer des barricades sur les routes. Ce sont elles qui ont dressé les listes des tutsi à exécuter, et comme dit le proverbe, celui qui tue par l'épée, meurt de l'épée.

L'Administrateur de KIGANDA était un tutsi comme BIMAZUBUTE, Sylvie KINIGI et Jean Marie NGENDA-

HAYO, sauf que ces deux derniers sont encore en vie.  
Le Ministre de la Santé en exil à Kigali, le Docteur Jean MINANI monte au créneau et dresse la liste des autorités mortes pendant ces événements.

Il gesticule si fort qu'à la fin il se met à genou devant l'officier tellement il a l'ai boulevé.

### MAIRIE DE BUJUMBURA-NGAGARA.

A la fin d'une réunion organisée par le chef de zone-Ngagara le mercredi 26/10/93 à l'intention de tous les habitants de la zone, un monsieur, jouant des bras et du coude se fraie un passage au milieu de la foule qui remplissait le Carrefour de la JRR fait irruption devant le Chef de zone et s'écrie les larmes aux yeux en s'adressant au Capitaine présent commandant du détachement de

gendarmes chargés de la sécurité de la zone nord de la capitale.  
" Au secours mon capitaine, le spectacle que je viens de voir à Kanyosha pas plus loin de l'ancien collège du Saint-Esprit est abominable, je viens de voir un bébé grillé sur un réchaud de charbon. Les hommes sont comme drogués personne ne peut plus passer, si vous n'intervenez pas vite, ils vont déferler sur la ville et nous massacrer.

### RECITS SUR LES EVENEMENTS. A MURAMVYA- COMMUNE MBUYE.

Dans la nuit du vendredi 23/10/93, une bande d'une trentaine de tueurs hutu hideux armés de machettes arrivent dans un enclos qui comprend une maison principale, une maison en annexe qui sert de cuisine et un hangar pour les vaches. Dans la cuisine se trouve un jeune patre tutsi âgé entre 14 et 16 ans que les tueurs n'ont pas remarqué. Il voit arriver la bande qui entoure la maison principale dont un d'eux monte sur le toit, enlève

une tôle et verse dedans un bidon d'essence. Toute la famille qui comprend 6 personnes, dont le père, la mère et 4 enfants est dans la maison qui s'enflamme. Les tueurs bloquent les sorties pour empêcher les victimes de fuir. Les six membres de la famille meurent calcinés dans cet enfer. C'est le jeune pâtre qui est parvenu à s'enfuir et qui a été raconté cette histoire macabre une parmi les centaines d'autres à la gendarmerie de Muramvya.

### LES VACHES DE MONSIEUR RUKUKI Sylvestre

Malgré l'ordre du gouvernement de reprendre le travail le vendredi 29/10/93, les travailleurs salariés de BUHONGA ne se sont pas présentés à leur travail, because, ils digèrent encore la viande des vaches de Monsieur Sylvestre RUKUKI, plus de 170, qu'ils ont massacrées dans la foule des événements. Ils risquent d'ailleurs de s'absenter encore pendant longtemps, car, ils doivent disposer tellement de réserve qu'ils n'auront pas

besoin d'ici peu d'autres denrées alimentaires. La viande était tellement abondante au marché de Musaga pendant ces jours sombres, que le kilo coûtait 200 francs, soit 0,6 dollars.  
Les carnassiers disaient qu'en tuant une vache, ils tuaient un tutsi. Ça fait ainsi 170 tutsi que les cannibales grillent dans leur casserole depuis le début des événements. Sans doute qu'ils n'ont pas poussé plus loin leur campagne de guerre.

### UNE VACHE A OTTAWA.

Il a le langage truculent, aime la bonne chère et la Chaire tendre. Sa vie sociale se réduit à une cascade d'énormes éclats de rire. Il a d'abord été bouffon de cour avant d'être Secrétaire Général à la Présidence de la Première République, poste où il était aussi puissant qu'un Premier Ministre.

Certains le surnommaient la vache qui rit, d'autres GARGANTUA.

Puis au mois de novembre dernier, il a fait une apparition à la Télévision où, en sa qualité de Président du Parti, et devant Innocent MUHOZI il a débité une kyrielle de mensonges sur sa carrière politique et l'histoire récente de notre pays. Certains l'ont surnommé la vache qui ment d'autres le roi UBU.

Bien que de souche étrangère il s'est embarqué, par opportunisme, sur la bourrasque tribaliste (ISEGENYA) qui s'est abattue sur le Burundi

depuis quelques mois. Ce qui lui a valu d'être nommé Ambassadeur à OTTAWA.

Quelques zones d'ombre et quelques démelés avec la Justice expliquent semble-t-il, le retard mis par le Pays accreditaire à l'agréer dans son nouveau poste.

En attendant il est désœuvré, fréquente assidûment les débits de boisson où il s'emploie à noyer son ennui dans le Whisky et s'y livre, parfois à des combats de boxe à la stupéfaction de paisibles citoyens qu'il va bientôt représenter à OTTAWA.

Certains le surnomment maintenant la vache qui boit d'autres Mike TYSON.

Vache qui rit, vache qui ment, vache qui boit.

Sacré Burundi nouveau, tu aimes vraiment la Zoologie!  
Après un Ogré au Parlement, voilà que tu places une vache à OTTAWA.